HAL open science

Des révoltes de Gafsa à la situation révolutionnaire

Amin Allal

▶ To cite this version:

Amin Allal. Des révoltes de Gafsa à la situation révolutionnaire. La Lettre de l'IRMC : Institut de recherche sur le Maghreb contemporain, 2011, 6, pp.10. hal-03859639

HAL Id: hal-03859639

https://hal.science/hal-03859639v1

Submitted on 2 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DES RÉVOLTES DE GAFSA À LA SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE

La formule « révolution de jasmin » s'est très rapidement imposée chez les commentateurs pour qualifier les protestations qui ont précipité la chute du régime de Ben Ali. Déjà employée pour qualifier le « coup d'Etat médical » de Ben Ali en novembre 1987, l'expression reflète bien le mythe exotique d'une Tunisie de la modération, de la négociation et du compromis. Toute une série de stéréotypes développés ici et là démontrent une incapacité à saisir les dynamiques sociopolitiques affectant le pays depuis de nombreuses années. D'où d'ailleurs une tendance à valoriser les explications de type « spontanéiste » et « conspirationniste », comme si la révolution tunisienne était le fruit de l'activisme cyber-militant (mythe de la révolution Facebook), d'intrigues au sommet entre militaires et « colombes » du régime (mythe de la révolution de Palais) ou encore d'une intervention étrangère discrète (mythe de la « révolution orange » orchestrée par les Etats-Unis). De telles explications ont probablement une part de vérité. Toutefois, elles ont tendance à entretenir le cliché d'une apathie politique généralisée et corrélativement à euphémiser les formes de résistance populaire et de contre-conduites, voire de dissidences [1], dont les manifestations visibles ne sauraient se limiter aux événements de l'hiver 2010-2011 mais qui renvoient à une temporalité bien plus complexe.

Une telle démarche nous incite à réviser la chronologie médiatique de ladite « révolution » et à penser les dynamiques protestataires à l'œuvre dans la société tunisienne ces dix dernières années, conduisant à un épuisement progressif des sources de légitimité du régime Ben Ali [2] et à un grippage de ses modes de contrôle social, dont la répression policière ne constitue qu'un registre parmi d'autres. En effet, si le phénomène de peur était bien présent dans la population, il n'a pas empêché, le développement d'actes isolés de désobéissance, les critiques larvées des « familles » au pouvoir coïncidant avec un moindre engagement lors des cérémonies officielles comme, par exemple, les célébrations du 7 novembre, commémorant le « coup d'Etat médical » de Ben Ali. Mais ce qui est davantage significatif des dernières années du régime, ce sont les actions collectives de contestation d'une ampleur inédite sous Ben Ali, dont les protestations du bassin minier de Gafsa en 2008 sont l'épisode principal [3].

En effet, depuis les révoltes de 1984, la Tunisie n'avait pas connu de mouvements sociaux aussi importants. A partir du 6 janvier 2008, suite à l'annonce des résultats d'un concours de recrutement de la Compagnie des Phosphates de Gafsa (CPG), des habitants des principaux villages et villes des centres miniers de la région du sud-ouest tunisien se sont massivement engagés dans une série d'actions de protestation qui ont duré plus de six mois, abouti à des centaines d'emprisonnement et fait des dizaines de blessés et trois morts. La dénonciation du mode népotique d'attribution des postes de la CPG avait réuni un nombre important de chômeurs (diplômés ou non), de leurs familles, en bref de « militants » ad hoc de tous bords. Dans la région de Gafsa, ce ne sont pas des ouvriers, comme il a été parfois dit, mais bien une majorité de « jeunes » pour la plupart sans emploi qui se sont mobilisés.

© Manifestation à Redeyef, dans la région minière de Gafsa, juin 2008. D.R.

Les mobilisations à Gafsa sont « ancrées » dans des raisons d'être, des modes d'énonciation et des relations socio économiques spécifiques à la région minière. Mais simultanément l'analyse de ces révoltes [4] et de celles qui vont leur succéder dans d'autres régions de l'intérieur du pays, permet de mettre en exergue les traits saillants de ces protestations fort éloignées des registres militants des activistes des droits de l'homme de la capitale : un registre de dénonciation contre la corruption, une détermination contre la fatalité du chômage, une mobilisation surtout de jeunes déclassés et une action collective peu institutionnalisée, en tout cas en décalage avec la classe politique d'opposition et la direction de la centrale syndicale.

Un double clivage socio-territorial et générationnel caractérise ces actions collectives. Une géographie politique et économique rapide de la Tunisie montre que la carte des disparités socioéconomiques se superpose à la « carte protestataire » de ces dernières années. Dans les régions paupérisées du bassin minier de Gafsa dans le sud-ouest dès 2008, dans le sud-est à Ben Gardane en août 2010, dans la région agricole de Sidi Bouzid en décembre 2010, ainsi qu'à Kasserine dans le centre ouest du pays en janvier 2011, se sont déclenchés de forts mouvements protestataires. Ces mouvements, les données tangibles sur lesquelles ils reposent et le sentiment de paupérisation qu'ils expriment, dévoilent ce que la Tunisie du « miracle économique » [5] élude : les disparités régionales, la marginalisation économique et sociale de pans entiers de la population, exclus du système de protection car exclus des circuits de l'emploi. Mobilisations de ces régions paupérisées donc, mais aussi actions protestataires de jeunes animés par un profond sentiment de déclassement social et d'indignité.

En effet, lors du « moment révolutionnaire » qui a vu la fuite de Ben Ali, les acteurs protestataires sont majoritairement des « jeunes » de quartiers populaires. Ils sont pour la plupart chômeurs ou occupent des métiers jugés dévalorisant et pénibles : ouvriers à l'emploi non durable dans les sociétés sous traitantes de la CPG, contrebandiers de Ben Gardane se battant contre les aléas d'une économie de survie dépendant des douaniers, diplômés des universités face à la précarité de leur travail dans les centres d'appels des grandes villes, « garçons du quartier » éternels adolescents passant leur journée dans les cafés, « tenant les murs » [6] et condamnés à une économie de la débrouille au quotidien. C'est cette jeunesse humiliée qui a été le moteur des mouvements de contestation contre le régime.

Amin ALLAL
Politologue, doctorant, IEP Aix en Provence, Université de Nice

1. Michel Camau, 2008, « Tunisie : vingt ans après. De quoi Ben Ali est-il le nom ? », *L'Année du Maghreb*, Paris, CNRS-Editions, 507-527.
2. Vincent Geisser, 2008, « Tunisie : la question sociale à l'assaut du régime », *L'Encyclopédie de l'état du monde*, Paris, Éditions La Découverte.
3. Amin Allal, 2010, « Réformes néolibérales, clientélismes et protestations en situation autoritaire. Les mouvements contestataires dans le bassin minier de Gafsa en Tunisie (2008) », *Politique africaine*, n° 117, 107-125.
4. Larbi Chouikha et Vincent Geisser, 2010, « Retour sur la révolte du bassin minier. Les cinq leçons politiques d'un conflit social inédit », *L'Année du Maghreb*, Paris, CNRS-Editions, 415-426.
5. Béatrice Hibou, 1999, « Tunisie : le coût d'un miracle économique », *Critique internationale*, n° 4, 48-56.
6. Amin Allal, 2010, « 'Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier !' Germes d'un passage au politique de jeunes hommes de quartiers populaires lors du moment révolutionnaire à Tunis », *Politique africaine*, n° 121, 53 -67.